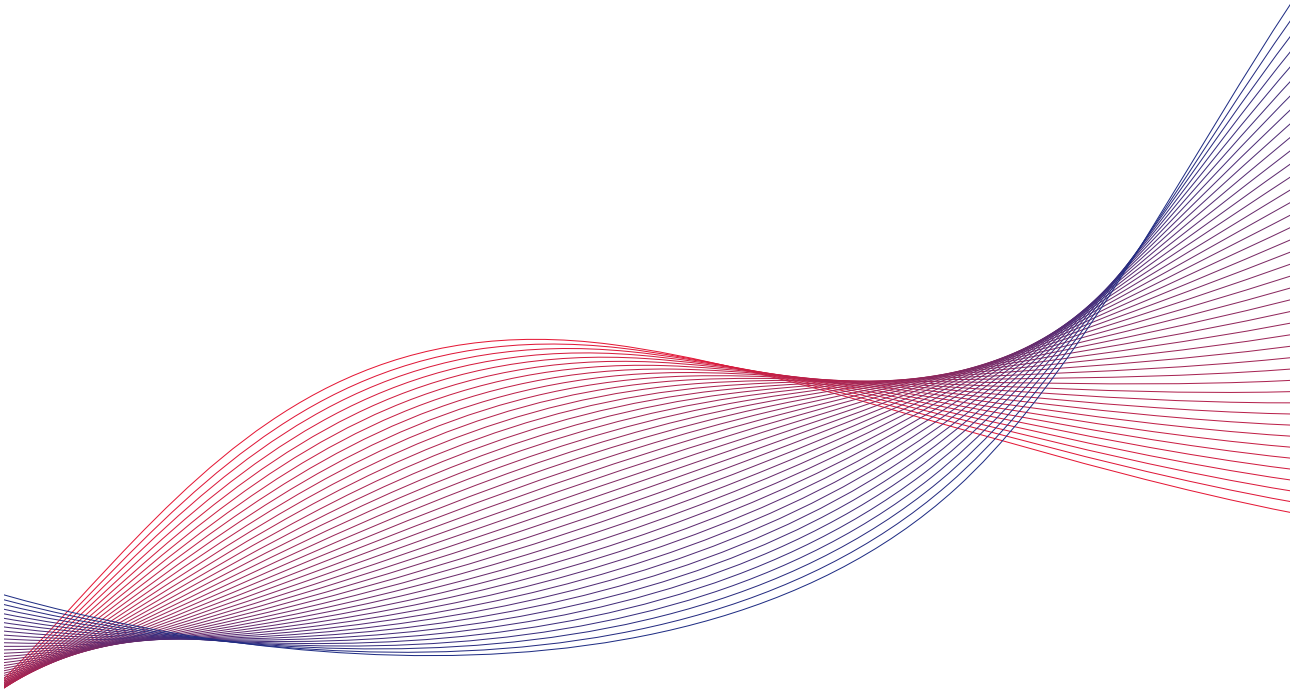
ФРАНКО-РОССИЙСКИЙ
OBSERVATOIRE
АНАЛИТИЧЕСКИЙ
FRANCO-RUSSE
ЦЕНТР ОБСЕРВО

La stratégie de l'économie russe en perspective : le choix du pragmatisme?

Hélène Clément-Pitiot

Note de l'Observatoire franco-russe, n°6, Mai 2014



Chambre de commerce et d'industrie franco-russe
CCIFR
Франко-российская торгово-промышленная палата

Auteur

Hélène Clément-Pitiot

Hélène CLEMENT-PITIOT est une économiste française, docteur habilitée à diriger des recherches en Sciences économiques et Maître de conférences. Membre du CEMI (Centre d'étude des modes d'industrialisation - Paris EHESS), elle est spécialiste d'économie financière et monétaire dans ses aspects dynamiques. Elle collabore depuis 1991 aux programmes joints entre le CEMI-EHESS et l'Académie des Sciences de la Russie (Centre de Prévision de l'Economie Nationale – IPEN-RAN). Elle réside à Moscou en famille depuis 2007. Blog : http://viableco.hypotheses.org.

Observatoire franco-russe

Créé en mars 2012 à l'initiative du Conseil économique de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCIFR), l'Observatoire a pour vocation de produire une expertise approfondie sur la Russie, ainsi que de promouvoir une meilleure connaissance des réalités françaises auprès des élites politiques et économiques russes. Il publie des notes thématiques et un rapport annuel sur la Russie. Il organise également des manifestations (colloques, séminaires, conférences de presse) à Paris, à Moscou et dans les régions russes. L'Observatoire franco-russe s'est doté d'un conseil scientifique réunissant une quinzaine d'universitaires et experts (Alain Blum, Pascal Boniface, Isabelle Facon, Pierre Kopp, Jean Radvanyi, Marie-Pierre Rey, Georges Sokoloff, Evgueni Gavrilenkov, Natalia Lapina, Fiodor Loukianov, Sergueï Karaganov, Rouslan Poukhov, Konstantin Simonov, Tatiana Stanovaïa) qui participent activement à ses travaux.

Sommaire

2 Auteur / Observatoire franco-russe

3 Sommaire

4 Introduction

6 Une pause de croissance qui révèle des incertitudes

13 Du côté du réalisme économique

18 Vers la généralisation d'une politique économique pragmatique en Russie ?

26 Conclusion

Introduction

Face au ralentissement de la croissance russe, nombreux sont les observateurs qui s'attendent, en 2014, à des gestes de politique économique significatifs pour impulser un nouveau rebond en Russie. Comment pourrait-on discerner ces gestes dans la situation présente, où les paradoxes abondent ?

L'approche structurelle (privatisations, acteurs privés vs publics), qui a longtemps permis d'apporter une analyse critique, s'use maintenant devant l'urgence des enjeux économiques post-crise et laisse place à une acceptation des forces économiques plus interventionniste[1]. Loin d'être propre à la Russie, cette tendance s'affirme dans l'ensemble des économies, aux États-Unis, au Japon, en Grande Bretagne et, dans une moindre mesure, dans le reste de l'Europe. D'amples débats scientifiques dans les milieux académiques, mais aussi à travers le net et les blogs, alimentent les analyses économiques. La prise en compte des réalités réinvestit l'histoire et l'épistémologique ; ainsi la discipline économique amorce-t-elle un tournant pragmatique[2]. Comme il serait vain de penser envoyer des satellites dans l'espace à partir de la physique élémentaire, il n'est point surprenant que la complexification des économies réelles et leurs spécificités amènent à développer une cohérence moins caricaturale que celle de la concurrence, ce pilier des manuels économiques de premier cycle.

Le ralentissement statistique de l'économie russe contraste toutefois avec la réalité « au quotidien ». Une dynamique certaine porte l'enthousiasme des populations, dont les jeux de Sotchi semblent avoir comblé les aspirations en les symbolisant. Des opportunités stimulantes s'offrent sur le marché du travail russe, que les jeunes européens n'imaginent plus depuis longtemps rencontrer chez eux. La surprise démographique, qui contredit nombres de prévisions et d'idées reçues, atteste de cette dynamique[3]. Ce constat du dynamisme « visuel » est relayé par les entreprises étrangères qui parient sur la Russie et tout particulièrement sur

[1] S. Gouriev, « La nouvelle vague de privatisation en Russie », Note de l'Observatoire franco-russe, no 2, janvier 2013. Dès juin 2013, le gouvernement russe récusa les privatisations de Rosneft, RusHydro, Zarubezhneft, Sovcomflot, VTB, Rosagroleasing et Rosselkhozbank.

[2] S. Milne, «Orthodox economists have failed their own market test», The Guardian, 20 November 2013 http://www.theguardian.com/commentisfree/2013/nov/20/orthodox-economists-failed-market-test?commentpage=1, Real-World Economics Review Blog, «Why rigour is such a poor substitute for relevance», 10 February 2014, http://rwer.wordpress.com/2014/02/10/why-rigour-is-such-a-poor-substitute-for-relevance. Pour les blogs de membres du CEMI-EHESS : carnets de Jacques Sapir, http://russeurope.hypotheses.org/ et de Hélène Clément-Pitiot, http://viableco.hypotheses.org.

[3] M. Adomanis, «Dying' Russia's Birth Rate Is Now Higher Than The United States» July 2013, Forbes.

ses régions, où le développement des infrastructures contribue à offrir des relais d'opportunités.

Les indicateurs macro-économiques de la fin 2013 et de janvier 2014 pouvant laisser perplexe, nous proposons d'en fournir des éléments d'explication. Une analyse de la dynamique économique et de ses leviers permettra de dégager les évolutions possibles en perspective des actions des autorités russes. Dans une première partie, l'accent sera mis sur les ambiguïtés de la politique monétaire et financière. Une seconde partie ouvrira la réflexion économique pour mieux appréhender les dynamiques économiques marquées par des incertitudes et des contextes spécifiques qui rendent inopérantes les généralisations. Enfin, dans une troisième partie, nous aborderons les solutions pragmatiques et viables susceptibles d'inspirer les autorités russes. Les défis économiques et politiques résultant de la crise autour de la Crimée redoublent les impératifs. La détermination des autorités russes pourra en être renforcée et, ainsi, les hésitations en matière de politiques économiques seront plus facilement levées.

Une pause de croissance qui révèle des incertitudes

Dès le dernier trimestre 2013, les spécialistes ont commencé à s'étonner de la faiblesse de la croissance russe[4]. Avec 1,3 % de croissance pour 2013, l'économie russe marque le pas ; le secteur bancaire, qui a cru de 13 %, pourrait faire figure de source forte de la croissance, mais ce serait ignorer sa trop modeste contribution à l'investissement. Le plus grave pour l'économie russe est en effet l'atonie des investissements.

Conséquence temporaire de l'ouverture à l'OMC

L'accès de la Russie à l'OMC a apporté beaucoup de satisfactions aux acteurs mondiaux et a incontestablement été à l'origine de l'accroissement de 40 % des investissements indirects en Russie au cours de l'année 2013. Néanmoins, cette ouverture induit des coûts d'adaptation importants, notamment pour les PME. Elles sont en effet plus concurrencées sur leur marché intérieur et doivent affiner leur stratégie de développement. Le secteur du porc en Russie en est un bon exemple : la production domestique, qui se développe avec des technologies de pointe, fournit encore moins de 80 % de la demande. Mais l'ouverture a entraîné une vive concurrence qui aurait rapidement détruit les efforts menés par les fermes russes, si les autorités n'avaient pas bloqué à temps l'accroissement rapide des importations en provenance des États-Unis et du Canada (en raison de la présence de dérivés d'amphétamine dans la viande).

Face à de telles transformations des marchés, les entreprises ont dû faire des compromis : par exemple, renoncer temporairement à des investissements productifs pour s'adapter aux nouvelles spécificités de la concurrence. Dans un contexte changeant, les acteurs adaptent leurs préférences mais aussi pilotent pour survivre[5]. Ce n'est pas la libéralisation en soi qui permet le succès économique directement et immédiatement, mais bien les nouvelles stratégies pragmatiques adoptées, qui tiennent compte des caractéristiques nationales comme des

[4] FMI, «Russian Federation – Concluding Statement for the December 2013 Staff Visit», 10 December 2013, http://www.imf.org/external/np/ms/2013/121013.htm et FMI, «Transcript of a Conference Call on World Economic Outlook Update», 21 January 2014, http://www.imf.org/external/np/tr/2014/tr012114.htm ; V.V. Ivanter éd., «The New Economic Policy – The Policy of Economic Growth», Russian Academy of Sciences, Institute of Economic Forecasting, 2013, http://worldeconomicsassociation.net/russia/ et J. Sapir (2013), « Les défis économiques de la Russie », le dossier : Défis russes, La Revue internationale et stratégique N°92, hiver 2013, IRIS.

[5] D. Kahneman, Système 1 / Système 2 : Les deux vitesses de la pensée, Flammarion, coll. « Essais», 2012, 545 p.

mutations à entamer. Ces mécanismes peuvent prendre un certain temps pour atteindre leur plein potentiel[6].

Des investissements publics insuffisants

La production industrielle, qui n'a cru que de 0,3% en 2013, explique l'essoufflement de la croissance russe. Elle est associée à une baisse de 0,3% des investissements totaux. Alors que les investissements privés ont cru de 10 %[7], ce sont les investissements d'État et ceux des sociétés publiques qui ont diminué sur le territoire national. Ce phénomène est d'autant plus central dans le déclin qu'il a, en partie, été compensé par la croissance des IDE (+40%), avec une contribution spectaculaire de la Chine[8], traduisant l'amélioration constatée du climat des affaires[9]. Une conclusion s'impose : les pouvoirs publics et les sociétés contrôlées par l'État (-20 % d'investissements de la part Gazprom, de Rosneft et de la compagnie nationale de chemins de fer RZD) ont pénalisé la croissance. Les secteurs de la construction mécanique et des équipements industriels ont été particulièrement touchés. Malgré un accroissement de près de 11,5 %, l'effort d'investissement des sociétés privées n'a pas pu compenser le désengagement de l'État.

En examinant de près les grands projets d'infrastructure portés par les acteurs publics depuis plusieurs mois, on peut observer qu'un nombre significatif d'entre eux, au cours de 2013, ont simplement naturellement pris fin ou sont arrivés à leur phase terminale (oléoduc Sibérie orientale-océan Pacifique, aménagements de la région de Vladivostok, Universiades à Kazan, Jeux olympiques de Sotchi avec les aménagements routiers régionaux correspondants). De nouveaux « mégaprojets »[10] doivent prendre la relève, mais, faute de coordination temporelle, ils n'ont

[6] D. Rodrik, Nations et mondialisation : Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé, trad. La Découverte, Paris, 2008, 192 p., et D. Rodrick, The Globalization Paradox, Democracy and the Future of the World Economy, W.W. Norton, New York and London, 2011, 368 p.

[7] Peu de PME.

[8] + 518,2 % soit $4,08 milliards d'IDE, Contrepoints : « Investissements chinois en Russie multipliés par six en 2013 », 16 janvier 2014, http://www.contrepoints.org/2014/01/16/153513-investissements-chinois-en-russie-multiplies-par-six-en-2013.

[9] La Russie est 43ème parmi les pays les plus favorables aux affaires (Bloomberg). Cf. T. Edovina « Rossiïu prodvinouli po chasti biznessa» [L'attractivité de la Russie pour les affaires revue à la hausse.], Kommersant, 23, janvier 2014, http://kommersant.ru/doc/2389961.

[10] Poursuite du développement-rééquilibrage de l'Extrême Orient, développement de l'Arctique, approfondissement de la restructuration du complexe militaire et des projets liés à l'espace et soutien à l'industrie atomique et à l'industrie de construction de machines. En matière de transport, citons l'autoroute du rail et le TGV Moscou-Kazan.

pas pu être mis en œuvre dès 2013. Le décalage dans la dynamique de croissance témoigne d'un défaut de coordination. Cette expérience rappelle la nécessité, pour un grand pays comme la Russie, de procéder à la coordination des flux financiers au sein de programmes de développement régionaux. Éviter de telles ruptures de la dynamique globale est important pour préserver la confiance quant à la politique économique suivie par le gouvernement.

Des incertitudes de politique économique

Le 13 janvier 2014, Evgueni Primakov a fait une présentation remarquée[11]. Chacun se souvient que l'économiste a su, au cours des huit mois passés à la tête du gouvernement entre 1998 et 1999, inverser la dynamique d'effondrement de l'économie russe à la surprise générale[12], lorsqu'après le choc de la crise financière de 1998, Boris Eltsine l'avait appelé aux commandes du pays.

Aujourd'hui, l'ancien Premier ministre n'hésite pas à affirmer que la très faible croissance de 2013 résulte de l'échec de la politique néo-libérale qui a été menée en Russie, privant l'investissement du soutien nécessaire pour le développement du pays. Son inquiétude serait que le gouvernement russe poursuive cette trajectoire inadaptée de dépression des investissements en s'enfermant dans une logique de diminution des dépenses budgétaires. Le gouvernement se priverait ainsi de l'effet contra-cyclique du jeu dynamique du multiplicateur budgétaire, dont même les économistes au sommet du FMI ont redécouvert le bien-fondé[13]. L'effet récessif a aussi été manifeste, selon Evgueni Primakov, en termes de politique du crédit : le maintien de taux d'intérêt élevés a joué un rôle dans l'épuisement de la dynamique d'investissement qui n'est ainsi déterminée, pour les entreprises les plus modestes, que par les capacités d'autofinancement. Il est clair que si le crédit bancaire ne prend pas le relais, on verra s'essouffler l'investissement des PME.

La timidité des investissements publics est aussi un résultat des débats de politique économique qui traversent régulièrement le gouvernement. Des experts

[11] Au club Mercury. Cf. Y. Primakov, «Russia's Problems: Why Neoliberal Policy Is Unacceptable Today», translation of the speech made by Yevgeny Primakov at the Mercury Club session, 13 January 2014, Club Valdaï, http://valdaiclub.com/economy/66385.html.

[12] La prévision du FMI sur le PIB de -7 % pour 1999 (brandi encore en mai 1999), alors qu'il a cru de 6,4 %. La crise qui frappa le « bon élève » Argentine en 2002 conforta le choix russe d'avoir refusé le currency-board! Cf. H. Clément-Pitiot, « Les mutations du capitalisme russe. Des perceptions à la réalité », Le Courrier des pays de l'Est, la Doc. Française, n°1061, mai-juin 2007, pp. 4-13.

[13] Avec 1,2 au lieu du 0,5 habituellement posé comme multiplicateur pour les pays occidentaux, il est cohérent d'affirmer que la dépense budgétaire assure une capacité de résilience dans la crise. Cf. O. Blanchard and D. Leigh, «Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers», IMFWP/13/1, January 2013, https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2013/wp1301.pdf.

auprès du gouvernement estimaient que les réserves budgétaires devaient représenter 7 % du PIB, sans autre justification. Selon eux, c'est seulement les réserves en excès qui pourraient être investies dans l'économie. La réévaluation des valeurs des multiplicateurs budgétaires par le FMI va modifier les mentalités et encourager les autorités russes à tirer mieux parti du surplus, en stimulant les investissements. Les tensions dans les relations avec Washington depuis la crise ukrainienne devraient aussi renforcer ce point, rendant les bons du Trésor américains moins attractifs politiquement.

Emprise des conventions vs effets de mémoire

La crise économique a fait réapparaitre le spectre des récessions de 1929, à la surprise des économistes standard et de leurs relais médiatiques. La croyance, qui semblait établie à jamais, dans l'efficacité des marchés comme stabilisateurs des chocs économiques a été remise en cause. Dans ce contexte traumatique, les luttes pour préserver les positions acquises et le mode opératoire *as usual* sont ravivées. Les batailles se livrent presque en marge de l'analyse économique sur le champ des mentalités et des conventions[14], qu'il s'agit pour les uns de maintenir et, pour les autres, de bousculer.

La Russie ne fait pas exception dans ce panorama mondial. Certains économistes et financiers voudraient convaincre les autorités russes de se laisser durablement séduire par le double standard qui réussit encore à se maintenir en Europe : d'une part, l'austérité pour les populations et les PME ; d'autre part, l'assistance garantie aux banques. Avec à peine 1 % de déficit budgétaire et 12 % de ratio-dette sur PIB en Russie[15], la justification à donner à l'austérité et à la rigueur budgétaire serait bien étrange ! Un excès de rigueur de la politique monétaire serait un pur anachronisme, selon Evgueni Primakov. Avec un coût nominal du crédit aux PME situé entre 14 % et 18 % et une inflation à moins de 7 % - c'est-à-dire avec un taux d'intérêt réel supérieur à 7 % -, quelle perspective donner à l'efficacité de l'économie ?

Si l'on examine de près les bilans bancaires, c'est bien en Russie – comme dans beaucoup de pays –la Banque centrale (BCR) qui assure le bouclage du système bancaire. Elle a ainsi le rôle de prêteur en dernier ressort contraint. Les banques ne se font-elles pas suffisamment confiance entre elles pour que le système interbancaire fonctionne avec plus de fluidité ? Ou bien est-ce devenu un automatisme pratique et facile d'attendre l'aide de la BCR ? Les banques quelles soient d'État, privées,

[14] A. Orléan, Le pouvoir de la finance, Odile Jacob, 1999, 276 p.
[15] Les critères européens de Maastricht sont respectivement de 3 % et 60 %.

étrangères ou non, semblent parfaitement se satisfaire de cette situation qui leur donne la latitude de développer leurs activités sur les segments les plus profitables. Mais cette situation peut-elle durer sans contrepartie et sans une meilleure répartition des responsabilités entre les acteurs concernés ? Le climat des affaires aurait tout à gagner d'une meilleure flexibilité du fonctionnement du système bancaire, tant public que privé.

Tout resserrement de la liquidité accentuerait l'inefficacité de l'allocation des investissements dans la sphère réelle en stimulant les domaines où le rendement financier est important et le risque mal maîtrisable : crédit à la consommation, spéculation sur l'immobilier et spéculation sur le change avec des fuites de capitaux comme corollaire[16].

Ces risques pointent avec le gonflement du crédit à la consommation et ses perspectives de non-paiement. On connait aussi les habitudes, héritées des pratiques des années quatre-vingt-dix qui se sont révélées si juteuses pour de nombreux intervenants financiers, de jouer sur le change.

Au vu des expériences menées à travers le monde, il est établi que ces tendances encouragent la financiarisation aveugle des économies, ainsi que leurs dérives perverses au détriment direct des activités de financement de l'économie. L'attrait du profit à court terme, érigé en norme d'efficacité du système financier, est un vecteur stimulant les pratiques de corruption au plus haut niveau. Régulièrement, les établissements qui n'ont que trop considéré les marchés financiers comme un casino sont rattrapés par la justice[17]. Plus concrètement, ces comportements alimentent des gaspillages qui pèsent à terme sur les économies réelles. Les sous-utilisations des capacités de production qui en découlent affectent directement les populations de façon cumulative, via le chômage et les ponctions sur les dépenses sociales. Des spécialistes des questions socio-économiques mesurent ce coût social en vies humaines gaspillées[18]. À terme, il est évident que l'impact politique est également non négligeable : lorsque, par exemple, les dettes privées - celles

[16] Ces dernières semaines, des transferts dans un sens (lors de la dépréciation du rouble) puis en sens inverse (menaces de sanctions).

[17] 15 milliards de dollars payés par JP Morgan en quelques mois pour s'assurer de l'arrêt des poursuites (France 24, « Scandale Madoff : JP Morgan accepte de payer 1,7 milliard de dollars », 7 janvier 2014, http://www.france24.com/fr/20140107-scandale-madoff-jp-morgan-amende-justice-banque/?&_suid=139660300743700864474633708596 2), suivant le principe du « Too big to jail ». En comparaison, les acteurs russes sont de bien petits joueurs ! Cf. E. Toussaint, « Les banques et la nouvelle doctrine Too big to jail », 12 mars 2014, http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/les-banques-et-la-nouvelle-149178.

[18] D. Stuckler, S. Basu, The Body Economic, Why Austerity Kills, and What We Can Do About It, Penguin, 2013, 256 p., E. Porter, «Recession's True Cost Is Still Being Tallied», NYTimes.com, 21 January 2014, http://www.nytimes.com/2014/01/22/business/economy/the-cost-of-the-financial-crisis-is-still-being-tallied.html.

des établissements financiers résultant de prises de risques mal maîtrisées - sont systématiquement socialisées en dettes publiques, la légitimité des autorités est mise à mal dans un contexte de d'aléa de moralité (*moral harzard*) bien connu des économistes[19]. Pendant un temps, la résultante du processus de soutien systématique au système financier assure l'enrichissement constant d'une fraction très réduite de la population mondiale « hors-sol[20]» et le maintien au pouvoir des politiques qui en dépendent. On mesure aisément le caractère instable du processus. La Russie, qui l'a déjà expérimenté dans les années quatre-vingt-dix, a choisi une autre voie de développement : une forme de capitalisme d'État qui, bien que très décrié en Occident, s'est révélé compatible avec un doublement de la croissance depuis 1999[21]. Ces bases ont contribué à une réaffirmation forte de la souveraineté du pays.

En matière de renforcement de cette souveraineté, les acteurs russes semblent souvent en proie à des tentations qui peuvent parfois paraître contradictoires. Les mentalités et les réflexes des spécialistes de la finance sont influencés par les pratiques occidentales qui, par des « conventions » plus ou moins conscientes, défendent l'intérêt du modèle financier uniforme et unipolaire. L'endettement brutal et massif des entreprises russes à l'étranger, alors que la crise de 2007 était déjà sensible partout, en est un exemple caricatural. En 2008, en Russie, le mirage de la « convention » faisait croire que la finance occidentale avait tout à apprendre aux Russes, tant les pratiques étaient « efficaces » et expérimentées de longue date. Cette sur-confiance injustifiée des élites russes, tant publiques[22] que privées, a été pour beaucoup dans l'effondrement de 2009. L'endettement privé, par son ampleur de dernière minute, combiné avec l'engagement public dans des fonds qui devenaient non-liquides, attestent d'un aveuglement général aux signes de la

[19] Se sachant assurés et garantis, les établissements sous-estiment systématiquement les risques pris et s'opposent à l'application de cadres réglementaires : un bras de fer pour les autorités publiques. Cf. C. Lejoux, « Réforme bancaire : le projet de Michel Barnier reçoit une volée de bois vert », La Tribune, 29 janvier 2014, http://www.latribune.fr/entreprises-finance/20140129trib000812618/reforme-bancaire-le-projet-de-michel-barnier-recoit-une-volee-de-bois-vert.html.

[20] Individus « nomades », hédoniques et opportunistes et non « habitants » d'un territoire.

[21] 104 millions de consommateurs (Brooking Institution). Cf. Nielsen, «A Rising Middle Class Will Fuel Growth in Russia» Global Nielsen, 27 March 2013, http://www.nielsen.com/us/en/newswire/2013/a-rising-middle-class-will-fuel-growth-in-russia.html.

[22] Investissements souverains dans Fannie Mae et Freddie Mac de triste mémoire. Cf. Reuter, «UPDATE 2-Russia SWFs banned from Fannie/Freddie investment», 5 March 2009, http://in.reuters.com/article/2009/03/05/russia-fund-investment-idINL523110320090305?sp=true.

crise. Ils furent le canal de transmission à la Russie de la crise financière mondiale des subprimes... Rien de comparable en Chine ! En Russie, quand la crise s'est déclenchée, l'État russe a rapidement assumé les défaillances des banques et des entreprises privées majeures pour éviter des démembrements.

Depuis plusieurs mois sur 2013, le phénomène semblait pouvoir se reproduire avec l'endettement extérieur privé qui repartait de plus belle à la hausse. En janvier dernier, on pouvait penser que cette situation pourrait soumettre à nouveau la Russie au risque de contagion de déstabilisation de la finance mondiale. L'épisode Crimée et la baisse du cours du rouble auront finalement eu à cet égard un effet bénéfique, celui d'inverser la progression des engagements extérieurs. C'est assurément bénéfique aussi pour le développement du système financier russe axé sur le rouble. On peut penser aussi que, de part et d'autre, la conscience de la réalité des risques financiers globaux joue comme un frein aux sanctions économiques contre la Russie.

Du côté du réalisme économique

La crise de 2008 a contribué à amorcer un tournant dans le sens du réalisme au sein de la théorie économique. La gouvernance de la politique économique dans un monde complexe et multipolaire, ainsi que le *fine tuning* de la coordination institutionnelle des décisions des acteurs sont parmi les thèmes centraux de la démarche en « économie réaliste ». Peu à peu, l'action pragmatique et les dynamiques de compromis prennent le pas sur le principe de l'efficience des marchés et l'argument de la concurrence[23]. Sans la suppression, en 1999, du Glass Steagall Act au nom du fameux « laisser faire », les spécialistes doutent que la crise des subprimes aurait pu atteindre une telle échelle. Grande est la responsabilité des experts qui ont laissé libre cours aux conflits d'intérêts[24]. Le paradoxe est qu'au nom de la concurrence a émergé un espace régi par l'influence, -soft corruption-, segmenté par les capacités monétaires. Le fonctionnement de l'économie réelle, les opportunités de développement y sont perverties au même titre que les principes libéraux de base ; l'affichage de concurrence ne sert que de paravent.

Des mécanismes d'influence ont propagé des lois économiques supposées universelles en négligeant la coordination des mécanismes économiques comme leur cohérence dans le temps et l'espace. Gratifier du statut de science l'économie au même titre que l'ingénierie ou la physique a flatté l'orgueil de ses élites économiques en s'assurant de leur complaisance.

Le retournement qui est en train d'émerger en faveur de l'économie réaliste va permettre d'appréhender les inflexions de tendance qui s'inscrivent dans la poursuite d'une politique économique pragmatique en Russie.

[23] Déjà en 1935, après la crise de 1929, John Dewey mettait en avant une critique sévère du libéralisme du laisser faire, au nom de l'authenticité du projet libéral lui-même : la création de l'épanouissement des individualités. J. Dewey, Après le libéralisme ? Ses impasses, son avenir, 1935, trad. G. Garreta éd. Climats/Flammarion, 2014, 173 p.

[24] L. Summers a été 3è pour le « prix dynamite de l'économie » pour contribution au dommage économique, suite à son rôle dans la suppression de Glass Steagall Act 1999 afin de soutenir la fusion de Citigroup. Cf. Real-World Economics Review Blog, «Greenspan, Friedman and Summers win Dynamite Prize in Economics», 22 February 2010, http://rwer.wordpress.com/dynamite-prize-results-press-release/. C'est une petite pierre dans un océan, mais qui a rendu impossible sa nomination à la tête de la FED dernièrement.

Au-delà de l'équilibre et de l'utopie des anticipations rationnelles : un impératif de courage

L'analyse standard des économies procédait simplement d'un raisonnement à l'équilibre, où la rationalisation des comportements est fondée sur la connaissance parfaite des évolutions ; ni le temps, ni encore moins ses incertitudes, ne comptaient. Grâce à l'hypothèse des « anticipations rationnelles[25] », les économistes supposaient que les décisions des acteurs convergeaient immanquablement vers la vraie prévision. Cette réflexion fut à l'origine des thérapies « de choc » ou d'austérité, mais elle a aussi servi à justifier fallacieusement l'efficience des marchés. L'épisode subprimes[26], associé à l'impossibilité des valorisations des actifs dans un climat de défiance et d'incertitude radicale, a fait histoire, mais ce n'est que progressivement que l'économie et ses experts retrouveront le sens du réel avec plus de rigueur pour le terrain et la méthodologie.

L'oubli de la diversité n'a pas tenu longtemps non plus face au réel. Les aspects psychologiques des comportements des acteurs[27], les effets dits « de cadrage » gagneraient à être mieux pris en compte. Il n'est plus possible de soutenir, par exemple, le mythe de la convergence en Europe, avec ses supposés 200 % de croissance des échanges[28], ni encore d'établir une loi économique pour la dette publique. Les efforts de K. Rogoff et C. Reinhart[29] dans ce sens se sont enlisés dans le ridicule et ont mis à mal la réputation de la profession[30]. La refonte méthodologie de l'économie, voie cruciale pour retrouver la dignité écornée, rouvre un champ de discussions trop longtemps fermé.

[25] Pour R. Lucas, cette économie était réservée à un monde sans incertitude. Un modèle économique avait gagné la guerre froide. Cf. F. Fukuyama, La Fin de l'histoire et le Dernier Homme, Paris, Flammarion, coll. Histoire, 1992, 452 p.

[26] «This could have been prevented if we had economists in policy positions who understood how the economy worked», souligne D. Baker, «The Attack of the Robots: Economists' Silly Fantasies», blog D. Baker-CEPR, 3 February 2014, http://www.huffingtonpost.com/dean-baker/the-attack-of-the-robots_b_4719661.html. La commission budgétaire du Congrès américain évalue à 7,6 millions de milliards de dollars le coût de l'éclatement de la bulle immobilière jusqu'à présent !

[27] Nobel de la banque de Suède en 2002.

[28] A. K. Rose avait annoncé une hausse du commerce intra-zone de 200 %, elle se révéla de 3 % à 5 %. cf. M. Bun et F. Klaasen « The euro effect on trade is not as large as commonly thought», Oxford bulletin of economics and statistics, vol. 69, 2007, pp. 473-496.

[29] T. Herndon et alii, «Does High Public Debt Consistently Stifle Economic Growth? A Critique of Reinhart and Rogoff», WP PERI, U. Cambridge Mass, 15 April 2013, http://www.peri.umass.edu/fileadmin/pdf/working_papers/working_papers_301-350/WP322.pdf.

[30] Épisode fameux de la reine d'Angleterre sermonnant les économistes de la LSE en 2008 ; Voir aussi : J-P. Dupuy, Sortir de l'éco-mystification, Flammarion, Paris, 2012, 291 p.

Des renouveaux théoriques : viabilité et pragmatisme

Des orientations théoriques sont à souligner, qui peuvent faciliter la lecture des inflexions de la politique économique russe.

Empruntée à des sciences complexes du vivant comme à la robotique, l'approche de la viabilité[31] fournit les axes d'une formalisation authentiquement dynamique qui n'escamote pas le contexte. Elle se fonde sur une conception pragmatique, et non déterministe, qui met l'accent sur le fait qu'une décision simplement adéquate mais prise à temps, est préférable à une décision optimale prise à contre temps.

En Russie, point de conception d'un modèle unique pour toutes les régions. Le rouble, monnaie unique en Russie, n'est compatible qu'avec un budget fédéral qui procède à des redistributions systématiques. Pour en accroître la portée et l'efficacité, les transferts budgétaires doivent se « piloter » avec les stratégies d'aménagement du territoire. Le système de multiplication dynamique des richesses à partir de ressources locales, humaines et matérielles, ne va pouvoir se déployer de façon viable que par la mise en cohérence des stratégies d'aménagement : « l'intelligence socialement organisée », chère au philosophe pragmatique J. Dewey[32]. On touche là le point qui, pour garantir les performances économique en 2013, aurait dû bénéficier d'une attention plus soutenue.

Repérer des principes pragmatiques en action dans les mécanismes permet d'expliquer des réalités complexes telles la résilience et les capacités de réaction d'un pays. La réflexion économique contemporaine montre que la compréhension et la préservation de mécanismes de coopération, qui assurent le maintien du lien social, doivent être vues comme des éléments de la stratégie économique. À défaut, lorsque le ciment de la société s'amenuise, les perspectives de développement viable sont handicapées[33]. Les économistes occidentaux ont longtemps sous-estimé ces mécanismes qui étaient hors de leur cadre de référence. Ils ont ainsi souvent mal compris les ressorts des dynamiques collectives qui se sont révélées les clés des réussites territoriales en Russie.

Le renouveau de l'économie régionale et territoriale

Cette réflexion qui retrouve une pertinence avec les effets de la crise durable en occident[34] éclaire aussi les dynamiques à l'œuvre dans la Russie contemporaine,

[31] Cf. blog de H. Clément-Pitiot, VIABLECO - Carnet CEMI - Viabilité de HCP.
[32] J. Dewey, op. cit., p. 167.
[33] R. Sennett, Ensemble, pour une éthique de la coopération, Albin Michel, trad., 2014, 289 p.
[34] La France a construit ses atouts territoriaux dans une période où les questions d'aménagement du territoire et l'industrialisation avaient un sens fort pour les autorités publiques.

où la cohérence régionale est depuis longtemps un objet d'attention[35]. L'évolution économique de 2013, qui rend nécessaire une stratégie de rebond, montre que cette œuvre de cohérence est toujours à parfaire.

Dans un environnement relativement stable (ou perçu comme tel à tort ou à raison), la simplification standard et ses modèles gestionnaires « atemporels » et uniformes furent des paris momentanément gagnants qui imposèrent leurs marques à nombre de PPP[36], dans divers secteurs de l'aménagement régional en Europe ; la crise s'est chargée d'en relativiser parfois dramatiquement le succès. En Russie, ces expériences doivent ainsi être envisagées avec beaucoup de prudence, parce que les territoires sont ce qu'ils sont, marqués par leurs histoires et leurs contraintes.

Le pragmatisme pourra refonder la méthode. Les enjeux des coordinations institutionnelles, les effets de dynamique de groupes socio-politiques qui se superposent sont à considérer autant que les traditionnelles comparaisons coût/bénéfice anticipés. Il est clair que les gestionnaires et les experts sont pris de court devant l'imbrication des disciplines des sciences humaines qu'il importe de mobiliser de concert ! Le business plan sur tableur, à lui seul, est inopérant... La « preuve par neuf » et sa rhétorique standard n'existent plus ; le champ du pari s'ouvre avec une prise de responsabilité décuplée. Concrètement pour relativiser une croyance qui fait long feu, le salut et les bénéfices ne viendront pas de l'espoir des prix mondiaux de l'énergie appliqués aux transactions domestiques ; lorsque une Russie enfin disciplinée serait emportée dans le jeu global.

Par différence vis-à-vis des idées reçues en termes de concurrence, il est instructif de mobiliser les concepts « d'avantages différenciatifs », et « d'atmosphère industrielle », selon le terme d'A. Marshall, qui décrit une sorte d'alchimie collective engendrée par la proximité. Le sens de l'identité avec le territoire et la région nourrit le lien social et fait que la solidarité existe par le sentiment d'appartenir à un même ensemble. L'efficacité collective est stimulée par des coopérations plus ou moins formelles liées à cette proximité. Cette réflexion théorique pourrait servir à illustrer des réussites occidentales en Russie (groupes Auchan, Danone) qui laissent perplexes les analyses théoriques standard. Les travaux de géographie socio-économique sur les enjeux complexes des grands pays (Russie et Canada) confirment aussi que les régions ne gagnent pas dans la mondialisation sans politiques économiques cohérentes de soutien[37]. Dans la perspective de la nouvelle économie internationale (P. Krugman) se justifie aussi le souci de gouvernance

[35] VIABLECO – Du venin dans la rhétorique.
[36] Partenariats public-privé.
[37] P. Cary et A. Joyal (dir.) Penser les territoires. En hommage à Georges Benko, Québec, Presses de l'université du Québec, 2010, 343 p.

locale et de ses stratégies. Il s'agit d'organiser la coordination des projets autour de la spécification du territoire pour éviter une concurrence frontale avec les entreprises étrangères, qui pourraient vouloir dicter l'agenda dans une dimension strictement concurrentielle.

Par ses spécificités, ses richesses, ses modes de coordination et ses projets, le territoire impose une forme de développement parallèle et complémentaire à la mondialisation.

La Russie des régions, par ses contraintes et ses exigences de réel et de temps, livre une expérience théorique de pragmatisme, capitale pour l'économiste[38] dans une perspective dynamique et géographique[39]. Depuis des générations, les Russes savent que l'assistance mutuelle n'a pas de prix dans l'immensité des territoires et la rudesse du climat. Ce savoir a valeur éducative comme rempart contre les excès de l'individualisme consumériste qui condamneraient les territoires à la désertification. Nombreuses sont aussi en Russie les municipalités qui connaissent l'importance de ces enjeux et qui arrivent maintenant à bien repérer les risques de transposer des « conventions occidentales » doublement anachroniques. Les principes de concurrence et de rentabilité réduits à leur plus simple extrémité gestionnaire, - source d'opacité et de court-termisme -, s'avèrent contradictoires avec la préservation dans le temps et dans l'espace des activités humaines conditionnant la dignité de l'existence[40].

[38] En référence à l'intelligence organisationnelle et collective, cf. J. Dewey op. cit.
[39] Cf. G. Benko et A. Lipietz éd. La richesse des régions, coll. Économie en liberté, PUF, 2000, 564 p., et B. Pecqueur, « La logique de proximité », Sciences Humaines, hors-série n° 8, février-mars 1995, pp. 3-24.
[40] La flexibilité du travail tendrait à la réémergence du travail « précaire et exploité » du 19è siècle. G. Benko et A. Lipietz (2000), op. cit.

Vers la généralisation d'une politique économique pragmatique en Russie ?

Le pragmatisme n'est pas une nouveauté dans la gouvernance russe. C'est, au contraire, un quasi mot d'ordre opérationnel. Il a su à bien des moments-clés de l'histoire économique nationale se décliner à travers les orientations et les perspectives macroéconomiques. Dans le tournant de la politique économique à venir, il va se généraliser en matière de politique monétaire et financière afin d'améliorer l'environnement du financement de l'économie. C'est un enjeu important du climat des affaires en Russie pour une large gamme d'acteurs. Il sera également important, pour le gouvernement russe, d'être le « chef d'orchestre » de la dynamique régionale, en liaison avec les espaces périphériques, suivant les axes de coopérations qui s'institutionnalisent avec les partenaires et voisins.

Un pragmatisme russe au-delà des idéologies

L'expérience des années quatre-vingt-dix a trahi bien des espoirs russes. La politique économique y justifia les captations de rentes par des privatisations mafieuses, détruisant l'économie réelle et la société. Seul le rebond impulsé par Evgueni Primakov et poursuivi par les gouvernements de Vladimir Poutine a contribué à remettre le pays dans une dynamique de croissance. Des prélèvements drastiques sur les revenus des exportations énergétiques, qui n'auraient jamais pu voir le jour sous l'égide du gouvernement oligarchique de Boris Eltsine, ont alimenté l'économie russe en rendant possible la création d'une classe moyenne, base du retour de la confiance. Passer d'un mode d'enrichissement personnel d'une minorité opportuniste, à la création d'un système de répartition adapté à la dynamique économique et à la croissance globale à long terme, aurait pu rester - comme on l'a vu en Ukraine depuis 23 ans - une simple intention. L'avoir rendu effective en Russie traduit une volonté politique certaine mais aussi un sens du pragmatisme et du courage.

Orientations et perspectives macroéconomiques

En juin 2013, au Forum Economique International de Saint-Pétersbourg, le ton avait été donné. Un tournant interventionniste s'affirmait. La croissance donnant déjà des signes de fléchissement notable depuis l'automne 2012, des priorités de soutien à l'économie avaient été annoncées, en particulier en matière d'infrastructures ; le gouvernement n'hésitait pas à parler de mobilisation d'une partie des fonds souverains à cet effet. L'utilisation d'instruments financiers

obligataires pour rendre la contrainte des mises en réserve de 7 % plus élastique, était envisagée. Ils pourraient être reliés à des dépenses pouvant dégager des retours sur investissement rapides. Cette tendance se confirme avec la prise de distance vis-à-vis des investissements en bons du Trésor américains.

Les intentions déclarées du gouvernement vont aussi de pair avec la mise en place de prévisions de long terme. Les économistes ont développé différents scénarios qui rendent compte des différentes voies d'implication de l'État fédéral dans la politique économique[41]. Ces instruments vont permettre au gouvernement russe d'affiner son rôle économique stratégique. D'une part, en un peu plus d'une décennie, le pays a tourné la page de l'étape la plus sombre de sa transition vers l'économie de marché, ne retrouvant que depuis 2007 les capacités économiques de 1990 ; d'autre part, après avoir affronté les effets de la crise mondiale, il a réussi à retrouver un rang politique dans la diplomatie mondiale. Pour affirmer ce rang politique dans le cadre de la mise en place d'un monde multipolaire, la Russie, qui a l'ambition de devenir un acteur régional majeur, doit disposer d'une économie à la hauteur. Accepter une croissance faible[42], faute d'investissement public suffisant et du fait d'une surévaluation du rouble, serait incohérent avec cette ambition. Pour la stabilité sociale du pays comme pour le maintien des capacités productives[43], seule une stratégie globale permettra de combler véritablement le gouffre du sous-investissement de la période de transition où l'économie s'est figée, tout en subissant des captations de rentes multiples et désordonnées.

Politique monétaire : hiérarchiser les priorités

L'annonce du ciblage de l'inflation par la BCR est une déclaration d'intention, tant l'objectif peut sembler anachronique dans le contexte actuel. Une rigueur monétaire supplémentaire provoquerait en effet une restriction de la liquidité dommageable pour les banques et pour l'économie réelle[44]. En outre, il est de plus en plus admis que l'inflation en Russie est de nature complexe[45], plus structurelle que monétaire (seulement à 20 %) ; ce qui rend l'action de la politique monétaire

[41] Cf. IPEN-RAN V. Ivanter (2013), op. cit.

[42] Conformément aux scénarios « inertiels » de l'IPEN-RAN comme aux prévisions du FMI pour 2014 et 2015 : autour de 2 % de croissance annuelle.

[43] 2 % minimum de croissance pour maintenir les capacités productives et l'état des infrastructures.

[44] Les injections de liquidités sont timides encore mais notables par les spécialistes.

[45] L'inflation structurelle liée aux réseaux et aux monopoles représente 60 % du total, alors que l'inflation monétaire et l'inflation importée représentent chacune 20 %, cf. estimation IPEN-RAN V. Ivanter op. cit.

sur la liquidité insuffisante pour peser sur l'inflation. La BCR sait qu'elle ne peut ainsi influer que sur moins de deux points ! D'autres instruments, comme l'amélioration des circuits de distribution, peuvent agir dans une perspective plus structurelle.

Les autorités monétaires ont présenté le ciblage de l'inflation comme allant de pair avec la nouvelle gestion du change : l'élargissement des bandes d'intervention et la diminution annoncée des volumes d'intervention. Ce système a son importance, progressivement un régime de taux de change flottant s'installe, favorable à la dépréciation du rouble. Celle-ci est le gage d'une meilleure compétitivité et va corriger la surévaluation dommageable. La BCE doit établir la crédibilité de sa détermination à lutter contre la surévaluation du rouble tout en contenant les spéculateurs. Elle va aussi chercher à réduire la dépendance trop étroite du rouble aux prix du pétrole. Dans les milieux financiers, l'acceptation de cette dépréciation semble se passer mieux qu'on n'aurait pu le craindre ; les opérateurs comprennent qu'il y a un réajustement à mettre en œuvre sur le plan mondial dans l'ensemble des pays émergents, dont les monnaies suivent les évolutions à la baisse du dollar. Un rouble encore durablement surévalué serait non viable pour la diversification des échanges et pèserait encore sur la croissance.

Soulignons que la politique monétaire russe est globalement contrainte par les ambiguïtés des multiples missions qu'elle se donne : coordonner la liquidité interne, influer sur l'inflation et le change et contribuer à la mise en place d'une monnaie régionale dans le cadre du projet de développement d'un marché financier international à Moscou (MFIM)[46]. On peut penser qu'un compromis devra être plus clairement trouvé, par le choix de priorités ou la mise en œuvre d'instruments supplémentaires.

Inciter le système bancaire à jouer son rôle

Seuls les plus grosses entreprises et les gros projets peuvent véritablement prétendre à un crédit bancaire alors que les banques s'engagent avec avidité sur le segment des prêts à la consommation. Focalisées sur le court terme, elles font mine de croire que les taux quasi usuraires pratiqués pourront compenser durablement les risques de non-remboursement[47]. Un signe de manque d'efficacité est qu'uniquement ces segments extrêmes du marché du crédit sont alimentés en liquidités.

[46] Le FMI et l'Europe (Chypre, Islande) ont contribué à réhabiliter les mécanismes de contrôle des capitaux pour contenir les chocs extérieurs et la contagion. Sous E. Primakov, la mesure a aussi été salvatrice ; s'en priver pendant la crise de 2009 et encore peut être aujourd'hui, durant l'épisode ukrainien, pourrait coûter cher à la BCR.

[47] Leçon des surprimes à méditer ! Les établissements croient-ils à une assurance systématique ?

Une réforme structurelle sera décisive pour donner plus de cohérence économique à ce système de financement en comblant ces disparités. Le rapport du FMI sur la Russie les dénonce aussi, soulignant que des effets de taille provoquent des inefficacités dans l'allocation des financements. Aux dires mêmes des banquiers, les banques n'ont pas la possibilité actuellement de servir les PME ; c'est pour elles trop coûteux, parce que la relation banque-PME requiert une proximité avec les entreprises. Les institutions financières ont « mieux à faire » de leurs fonds pour l'instant. Le secteur lié aux activités commerciales (financement de centres commerciaux) est le seul qui fait exception dans le panorama des PME russes. Le problème est que ce secteur alimente en grande partie la dynamique d'importation, peu favorable à la croissance structurellement.

Des solutions pragmatiques doivent donc être rapidement proposées pour soutenir une large gamme de PME dans différents secteurs d'activité. Les autorités publiques BCR et VEB (banque d'investissement) devront ainsi harmoniser des stratégies de soutien aux PME, aux collectivités locales (municipalités), ainsi qu'aux ménages désireux d'accéder au logement, pour tenter d'infléchir ces tendances.

On peut imaginer une refonte de l'action des autorités publiques en faveur de l'investissement réel par la mise en œuvre de techniques de refinancement et de garanties élargies ainsi que de bonifications de prêts ciblées suivant les secteurs économiques. Point besoin pour ce faire de créer de nouvelles institutions ; il suffit d'impulser les incitations adéquates pour que le système bancaire et la VEB, par le développement de filiales locales, jouent leur rôle naturel vis-à-vis de l'économie réelle. La BCR étant le prêteur en dernier ressort du système, elle peut conditionner son bouclage automatique à de « bonnes pratiques pro-PME » génératrices de profit mais à plus long terme. Briser les inerties structurelles présentes requiert d'infléchir les mentalités des acteurs qui voient dans l'amplification des engagements spéculatifs et à risque le seul salut de leur profit à court terme et de leur bonus. Ces comportements font du tort aux économies réelles et pas seulement en Russie : ils faussent l'impulsion de la politique monétaire via une baisse du taux directeur et rendent nécessaire des interventions hors prix. Une compréhension non biaisée des principes de concurrence s'appuie sur une cohérence entre la profitabilité de court et de long terme du secteur financier. Elle doit être alignée sur l'exposition au risque, mais aussi tenir compte des priorités nationales affichées pour le financement des secteurs d'activité.

Pragmatisme vis-à-vis des régions et de la périphérie

Lors du dernier forum de Davos, les autorités russes ont réaffirmé leur engagement dans la promotion du développement économique régional[48] comme pivot de la stratégie de développement de la Russie.

L'expérience de la faible croissance de 2013 a mis en lumière un impératif d'investissement mais aussi un impératif d'organisation de la cohérence des investissements avec les régions. L'initiative des régions peut servir de relais de croissance ; mais, là encore, seule une meilleure coordination peut éviter les déphasages lourds de conséquences sur les résultats macroéconomiques. Un État fédéral a besoin d'un chef d'orchestre qui ne doit pas se perdre dans des conflits de théorie économique d'hier. La « pause de 2013 », si elle perdurait, jouerait sur les mentalités et risquerait d'alimenter le climat de suspicion que l'épisode de la Crimée a fait rebondir. Des stratèges mondiaux sont à l'affut pour guetter les faiblesses de la Russie dans l'espoir de regagner les espaces d'influence qu'ils perdent progressivement dans la géopolitique mondiale.

Les investissements dans le secteur des infrastructures demeurent la clé des effets d'entraînement sur les autres secteurs d'activité en régions. Ainsi, rendre l'espace plus dense est une priorité de mise en valeur régionale en Russie. Le développement du système d'infrastructures de transport, en particulier routier, constitue un aspect majeur pour la coopération avec l'Europe et l'Asie. Difficile d'assigner une « valeur économique » à cette nécessité spatiale de l'aménagement du territoire, pourtant la valeur réelle existe – celle de la liaison des territoires et des gens. Hors d'une dimension globale et temporelle, nombre de projets d'investissements sont qualifiés de non-rentables par les économistes standard. Ainsi la mise en œuvre de ces investissements est-elle parfois découragée. Mais lorsque la ligne Moscou-Vladivostok a été construite au XIXème siècle, qu'en était-il des critères de rentabilité anticipée ? Pourtant, la construction a eu lieu[49], et fort heureusement. La nécessité des espaces s'impose au-delà de la mesure étroite de l'efficacité économique standard ; elle guide les paris historiques des peuples et des États.

La compréhension des dynamiques locales, dans leurs relations avec les régions transfrontalières de la Russie, requiert de prendre au sérieux la dimension économique de la proximité suivant les avancées de l'économie régionale et

[48] I. Granik, «Place pour l'investissement», 28 janvier 2013, Nouvelles de Moscou, www.mn.ru/business_economy/20140128/368603476.html.

[49] Ac. V. V. Ivanter au 46è Séminaire franco-russe (Moscou 20-22 janvier 2014), http://www.ecfor.ru/index.php?pid=seminar/monfin.

internationale que l'on a exposées. Le rôle de la proximité et des « avantages différenciatifs » est à reconsidérer au-delà du simple jeu des avantages comparatifs en matière de coopération transfrontalière. Des coordinations productives à fort potentiel transversal pour la dynamique de sectorielles se mettent en place dans le cadre de l'Union douanière (UD). Cette zone de libre-échange rassemble déjà les trois pays voisins que sont la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan et s'intègre dans le projet de formation de l'Union économique eurasiatique (UEE). Ces coopérations et coordinations jouent un rôle important pour éviter les fragmentations des espaces qui découleraient de processus plus traditionnels de restructurations, prenant généralement la forme de délocalisations brutales. Une logique de complémentarité régionale transversale et dynamique remplace ainsi, dans cette conception de la dynamique économique des territoires, la logique traditionnelle de la concurrence sectorielle « atemporelle » que nous connaissons en Europe[50].

Se défier des déficiences du principe de concurrence, si vite mis à mal, est la base d'un comportement viable fondateur de lien social, lui-même source de résilience des sociétés humaines aux crises. Le principe se décline dans la macroéconomie avec la mise en place de l'UD, on comprend que ses détracteurs jouent sur plusieurs tableaux. L'UD s'apparente plus à l'Europe des origines, impulsée par le plan Marshall[51], qu'à celle de la concurrence entre régions, qui dicte unilatéralement l'austérité et les politiques de déflation interne[52].

La stabilité des relations économiques régionales depuis la chute de l'URSS est une donnée qui surprend les observateurs, qui espéraient un autre type de « convergence »[53]. Ce « poids de l'histoire », auquel on peut ajouter celui de la géographie, se lit dans le niveau très élevé des échanges mutuels entre les pays périphériques, en particulier pour les produits conservant un haut niveau de valeur

[50] À éviter : les « espaces dépouillés » de nombreuses régions européennes !

[51] Dans l'urgence de la reconstruction, les économies occidentales se sont félicitées d'avoir suivi ces orientations (croissance forte, réduction des inégalités, développement industriel). L'ère de la financiarisation a mis à mal ces dynamiques et remis en cause les fruits de longues histoires industrielles, de partenariats d'entreprises et de vies humaines.

[52] Le FMI critique ces excès en Europe et en Grèce. Cf. FMI, «Greece: Fourth Review Under the Extended Arrangement...», Greece Country Report N°13/241, July 2014, http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13241.pdf, http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=40838.0.

[53] En étudiant dans le détail les relations commerciales entre voisins, on voit que des liens entre la Russie et l'Ukraine ont été maintenus qui bénéficient aux industries de haute technologie. Les calculs sur les élasticités croisées montrent que toute croissance en Russie, par exemple dans la production aéronautique, entraîne en Ukraine 12 % d'augmentation sur la base de la production supplémentaire russe. L'effet inverse direct et indirect est aussi particulièrement fort, de l'ordre de 35 % en Russie, car il est proportionnel à la taille de l'économie domestique.

ajoutée. Pour chacune des économies qui ont affronté un haut niveau d'incertitude pendant la période de la transition, cette stabilité des échanges a permis de sécuriser une partie de la dynamique de croissance. La théorie économique contemporaine permet de mieux comprendre le phénomène en montrant que des « routines » (comme ici dans la spécialisation et les échanges) permettent d'affronter l'incertitude dans d'autres domaines. Les économistes montrent même que ces routines peuvent être gage d'innovation et de croissance. Dans le domaine de la stratégie individuelle des firmes, un tel mécanisme est familier : c'est avec l'assurance de rentrées stables d'un côté qu'une entreprise va pouvoir faire, sur d'autres marchés, des expériences et des paris plus risqués. La préservation des liens historiques dans la sphère commerciale a été pour les pays de l'ex-bloc soviétique un moyen de limiter les désindustrialisations. On sait ce risque majeur avec l'expérience de l'intégration économique en Europe ; il procède d'arbitrages constants sur les efficacités comparées en termes de marché et de localisation au nom de la concurrence sur la flexibilité et le coût des facteurs de production (travail et capital)[54]. L'assurance de disposer de marchés régionaux stables et de liens ancrés dans les habitudes permet de préserver dans un premier temps des ressources ; améliorer la production potentielle dans l'espace « traditionnel » en minimisant les pressions sur le marché du travail permet que la main d'œuvre demeure en place dans un environnement moins incertain[55]. L'harmonisation des politiques industrielles associée à la prise en compte du bien-fondé d'un soutien à la demande intérieure dans le cadre de l'UD répond à la décision de maintenir sur le territoire les ressources en travail pour chaque pays... en évitant l'effet Bulgarie ou Moldavie[56] (ce pays a perdu en dix ans 25 % de sa main-d'œuvre). Le rattrapage salarial en Biélorussie[57] - une option qui pourrait être visée pour l'Ukraine aussi - permet de limiter le risque de voir les effectifs jeunes et qualifiés quitter le pays pour venir en Russie en quête de salaire plus élevé. L'analyse des liens économiques en termes de demande et d'effet d'entraînement transfrontalier

[54] De tels arbitrages sont aussi influencés par des éléments de compétitivité-prix. Dans les pays de la zone euro, seules les déflations salariale, sociale et environnementale permettent de compenser une compétitivité-prix défavorable liée à une surévaluation de la devise. Ces contraintes ont touché tant des pays fragiles comme la Grèce que des économies à la structure industrielle a priori plus résiliente, comme la France ou l'Italie.

[55] Le taux de chômage dans l'UD s'établit autour de 5 %.

[56] H. Clément-Pitiot, chapitre « Moldavie », Tableau de bord, Les études du CERI - Sciences-Politiques, n° 185, décembre 2013.

[57] H. Clément-Pitiot, Bélarus, « Une politique économique pragmatique ? », Pages Europe, La Doc. Française, 29 octobre 2013, http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe.

permet de mesurer les coopérations[58]. Les balances commerciales intersectorielles détaillent les liaisons entre les échanges et permettent de dégager les effets directs et indirects. Elles sont aussi des aides à la décision dans l'UD, pour programmer les besoins d'investissement à venir et les coordonner : en Russie, dans la construction mécanique et le transport, au Kazakhstan, dans la production industrielle, les machines-outils et le transport et au Biélorussie, dans l'agriculture, l'industrie agroalimentaire, le raffinage et la construction mécanique. Ces coordinations ont un sens macroéconomique mais aussi un sens en termes de maintien des populations pour préserver les espaces de vie et les liens sociaux.

Cette dimension plurielle de la coopération périphérique est à prendre en considération pour appréhender les dynamiques contemporaines de l'UD et de son attractivité. D'autres pays voisins, déjà membres de la Banque eurasiatique de développement (EDB), qui gère un fonds anti-crise pour la zone (Eurasec), considèrent la possibilité de l'adhésion à l'UD : l'Arménie, par exemple, qui bénéficie déjà de la suppression des taxes d'exportation sur le gaz et les produits pétroliers, doit y entrer prochainement. Selon les prévisions de l'EDB, l'adhésion de l'Arménie ajoutera 4-4,5 points à sa croissance annuelle.

Les responsables de l'UD ont aussi entrepris des négociations pour l'instauration d'une zone de libre-échange élargie avec des pays tiers dans des zones extra-périphériques. Deux axes majeurs se dessinent. Le premier s'inscrit dans le cadre de l'association européenne de libre-échange, qui réunit des pays d'Europe occidentale non-membres de l'UE : la Norvège partage en effet avec la Russie des intérêts pluriels pour la façade maritime Nord, et la Suisse, par son rôle dans le négoce des matières premières et son avance technologique, est un partenaire de longue date de la Russie. Le second axe de développement des relations concerne la façade orientale, dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Un partenariat avec le Vietnam est considéré ; et l'UD a aussi abordé des discussions avec la Nouvelle Zélande, Israël et l'Inde.

[58] Le secteur des constructions mécaniques est aussi particulièrement sensible aux relations croisées. Les échanges de l'Ukraine avec la Russie y contribuent à 2,5 % du PIB.

Conclusion

Le succès de l'influence régionale de la Russie est souvent minimisé par les experts occidentaux, qui ont du mal à faire le deuil progressif du monde unipolaire et de ses référentiels établis par « convention ». L'incertitude économique propagée par l'endettement chronique des États-Unis et l'atonie de l'Europe, bloquée dans ses contradictions économiques et institutionnelles, sert de révélateur. Les difficultés présentes en Ukraine illustrent cet enchaînement. Dans la zone eurasiatique se construit un pôle distinct. Son attractivité atteste de la montée en puissance de la diplomatie russe. Mais elle est confrontée à l'immuabilité des enjeux atlantistes, portée par une rhétorique agressive « néo-conservatrice » qui sert de paravent aux problèmes économiques et financiers occidentaux. Les autorités russes se retrouvent ainsi sur le champ des négociations avec la responsabilité de bousculer le paravent. L'Histoire incite certainement à la mesure et à la vigilance, mais en aucun cas à la naïveté. L'affirmation du soutien populaire russe à l'issue de l'épisode de la Crimée atteste de la confiance des Russes dans les capacités de leur gouvernement à tirer ces leçons de l'Histoire.

Les régions de la Russie, sa périphérie et les pays de l'ex-URSS n'ont pas été épargnés par les soubresauts financiers et économiques, conséquences perverses de l'emprise de la finance sur l'économie réelle, avec ses dogmes de concurrence faussée et destructrice. Autant de leçons à tirer en conséquence. Ces régions du monde espèrent beaucoup de la confirmation du succès économique de la Russie et du choix déterminé de ses autorités de résister à la facilité. La Russie est ainsi à l'heure des responsabilités ! La détermination économique est l'un des instruments de l'exercice de cette responsabilité. Il faut concrétiser les avancées et les stabiliser, ce qui impose à la Russie des impératifs obligés pour conforter la dynamique économique dans ses dimensions réelle et humaine.

Contacts

Observatoire franco-russe

Novoslobodskaya ul., 23, bureau 534,
Moscou, Russie, 127055
Tél. : +7 (495) 721 38 28
Fax : +7 (495) 721 19 95
E-mail : observo@ccifr.ru
www.obsfr.ru

Chambre de commerce et d'industrie franco-russe
Novoslobodskaya ul., 23, bureau 560,
Moscou, Russie, 127055
Tél. : +7 (495) 721 38 28
Fax : +7 (495) 721 19 95
E-mail : info@ccifr.ru
www.ccifr.ru